



HAL
open science

Les transformations du militantisme dans le monde arabe

Pénélope Larzillière

► To cite this version:

Pénélope Larzillière. Les transformations du militantisme dans le monde arabe. Bouras, N. (ed.). Regards croisés sur les printemps arabes : ruptures/continuités dans l'analyse de sociétés en mutation, L'Harmattan, p. 146-150, 2019, Perspectives Stratégiques, 978-2-343-18087-8. <hal-02308392>

HAL Id: hal-02308392

<https://hal.science/hal-02308392v1>

Submitted on 7 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC 4.0 - Attribution - Non-commercial use - International License

Référence : Larzillière, Pénélope. « Les transformations du militantisme dans le monde arabe ». In *Regards croisés sur les printemps arabes: Ruptures/continuités dans l'analyse de sociétés en mutation*, édité par Naïma Bouras, 145-50. Paris: L'Harmattan, 2019.

Chapitre 5 : Les transformations du militantisme dans le monde arabe

Entretien avec Pénélope Larzillière le 5 mars 2015 au Ceped à l'Université Paris Cité

Dans les premiers temps des printemps arabes, on a vu émerger de nouvelles formes de mobilisations avec des caractéristiques spécifiques. Évoquons d'abord, pour les modes d'action, la création d'un espace public virtuel avec le recours aux nouvelles technologies et l'usage des réseaux sociaux sur internet, en parallèle avec une occupation de l'espace public. C'est l'articulation systématique entre ces deux registres, l'usage spécifique d'internet par les militants et la mobilisation dans la rue et l'occupation des places, qui constitue un phénomène relativement nouveau, et non le recours à ces différents modes d'action séparément, ils étaient déjà utilisés par les militants. Mais leur combinaison systématique représente un nouveau répertoire d'action. La relative nouveauté renvoie d'autre part à la diversité des acteurs qui participent aux mobilisations. Il ne s'agit pas ici de dire qu'on aurait soudain vu émerger la « jeunesse arabe » dans la rue. La formule de Bourdieu, « la jeunesse n'est qu'un mot », vaut ici aussi, il n'y a pas une jeunesse arabe, mais des jeunesses, qui appartiennent à des classes sociales, des milieux différents. Par ailleurs, une grande partie de ces jeunes avaient un passé dans l'associatif, et en ce sens ne sont pas des novices dans le milieu du militantisme. Lorsqu'on retrace les parcours de ces jeunes, on observe souvent une transmission de savoirs militants par les générations précédentes. Mais on voit surtout une diversité d'acteurs issus de différents milieux, qui dépassent largement le champ politique classique, ou qui à l'ordinaire se mobilisent rarement en même temps. Il faut donc dans un premier temps inscrire la transformation dans la largeur du spectre des acteurs mobilisés.

En deuxième point, il faut noter que ces formes de mobilisation sont en prise avec les évolutions plus générales du militantisme. Ces dernières ne sont pas spécifiques au monde arabe et trouvent dès lors un écho bien au-delà des printemps arabes. Les contextes politiques et sociaux, les enjeux géopolitiques sont certes

différents, mais il est quand même possible de comparer les soulèvements arabes avec les révolutions de couleur qui se déroulèrent dans l'espace post-soviétique des années 2000, en Géorgie, Ukraine et Kirghizstan, par exemple, ou encore avec les mouvements des indignés en Europe ou aux États-Unis. S'ils s'opposent à des régimes différents, ces divers mouvements se rejoignent dans la volonté de faire de la politique autrement. On peut parler pour ces mobilisations d'une transformation de la fabrique du politique, qui n'aboutit pas à la mise en avant d'un programme précis avec une idéologie structurée, mais s'appuie plutôt sur de grands slogans très généraux tels que « *dignité* » ou « *justice sociale* », avec une posture post-idéologique. Par ailleurs, ces mobilisations se veulent au-delà des hiérarchies, même si dans les faits, comme cela a été montré dans les différents soulèvements cités, des leaders se démarquent toujours. Mais il y a une volonté de mobilisation horizontale. Forme d'organisation qui avait d'ailleurs été prônée dans les années 1970 par tout un courant de la gauche, mais ne s'était pas imposée face aux autres courants de la gauche arabe, plus structurés et hiérarchiques. Dans tous les cas, ces aspects renvoient à un premier temps, un premier moment des soulèvements arabes, qui prennent ensuite des directions bien différentes et connaissent des avenir distincts, le type de répression fut ici déterminant.

Notons aussi l'importance de l'échelle nationale pour ces mouvements. Il ne s'agit pas ici de circulations du local au global comme cela a pu être analysé pour d'autres formes de mobilisation. Des circulations transnationales ont certes eu lieu, où les diasporas ont d'ailleurs joué un rôle important. Et les soulèvements arabes se sont appuyés les uns les autres, car les manifestants observent ce qui se passe dans les autres pays, les émotions politiques dépassent les frontières. Mais les revendications sont restées centrées sur l'espace national, à l'échelle de l'État. Soulignons d'ailleurs qu'une condition sine qua non

d'émergence de révolution est la concentration du conflit sur l'État. C'est bien un changement de régime ou selon les contextes, une réforme, qui sont demandés, avec d'importantes revendications économiques. Si je prends l'exemple jordanien, les revendications portaient sur la réforme du système et le passage à une véritable monarchie constitutionnelle. Le départ du roi ne fut pas demandé, et actuellement encore moins, car les craintes de déstabilisation sont fortes depuis la crise syrienne et surtout depuis l'apparition de l'État Islamique. L'importance de ce niveau national est aussi à rattacher à la présence d'un régime répressif, qui applique une répression au niveau national.

En plus de la question de la répression et des régimes autoritaires, l'évolution des printemps arabes nous invite aussi à questionner plus largement les possibilités de pérennisation pour ces types de mouvements qui tentent de faire de la politique autrement et de se passer de relais politiques, de partis, de programme. Si sur le terrain, les organisations classiques restent centrales, on peut cependant noter certaines répercussions en leur sein ; par exemple, des initiatives de militants pour des modes d'organisation plus proches de la démocratie participative, avec une plus grande circulation de la parole et la recherche de projets nouveaux. Par ailleurs, la vision d'émancipation qui apparaissait en filigrane, vision qui avait permis les identifications bien au-delà des frontières du monde arabe reste dans les esprits.

Un autre phénomène à souligner relève du réenchantement, au moins temporaire, du politique, qui ne s'est pas opéré autour d'un grand récit promettant de nouveaux lendemains qui chantent, mais autour de l'action elle-même, dans une geste dramatisée dont les symboles ont circulé mondialement. Ce réenchantement apparaît sur le terrain notamment dans les discours des militants. Avant les « printemps arabes », ils sont emplis

d'amertume et de déception, à l'exception des islamistes. Pourtant les mobilisations syndicales étaient nombreuses en Tunisie, en Égypte et ailleurs, avant les soulèvements de 2011, mais il s'agissait de mobilisations au coup par coup, plutôt que de vastes mouvements sociaux. Les soulèvements ont marqué un dépassement de situation, et se sont traduits sur le terrain par une projection des militants vers l'avenir et la réouverture d'un horizon d'attente, pour reprendre l'expression de Koselleck. Ce réenchâtement n'a duré qu'un temps, mais il ne faut pas minimiser son importance.

À nouveau, la question se pose donc de la pérennité de ce militantisme. On peut comprendre que l'adhésion aux organisations politiques existantes n'apparaît pas comme une suite naturelle pour ces mobilisations, et effectivement on n'a pas constaté de vagues d'adhésion ou d'« encartages », ni chez les Frères musulmans, ni vers la gauche, très présente dans les printemps arabes. D'où proviennent ici les difficultés toujours renouvelées de la gauche arabe à obtenir un soutien social, quelle que soit la reconnaissance dont peut par ailleurs bénéficier son engagement dans des luttes locales et sectorielles ? Elle est confrontée à la répression, mais elle rencontre aussi d'autres difficultés, certaines renvoient aux évolutions de la gauche en général, d'autres sont plus spécifiques au monde arabe. Un des problèmes rencontrés est une image élitiste. Bien que certains de ses membres aient des parcours d'ascension sociale et ne viennent pas nécessairement de l'élite, le manque d'ancrage social et a contrario la forte visibilité internationale peuvent les faire percevoir comme des sortes d'élites externes à leur propre société. Par ailleurs, la gauche arabe rencontre de véritables difficultés pour produire de nouveaux paradigmes qui ne soient pas immédiatement identifiés comme issus d'une domination occidentale, et ce malgré ses positionnements politiques anti-impérialistes. Ils ont

ainsi beaucoup de mal à les opposer à des valeurs « authentiques » prônées par les Frères Musulmans.

Pour revenir aux devenirs de ces mouvements, difficiles, voire dramatiques si on pense notamment aux évolutions actuelles en Égypte ou à la crise syrienne, de prime abord, on peut parler d'un échec. Cependant, il me paraît aussi important de les réinscrire de manière plus générale dans les spécificités des temps révolutionnaires. On ne peut bien sûr employer le terme de révolution pour l'ensemble de ces mouvements, et notamment pas pour le cas jordanien, mais en Tunisie, en Égypte, au Yémen, on note un premier temps où un dépassement de situation se produit qui fait entrer ces pays dans l'incertitude du temps révolutionnaire. Et qui correspond aux analyses des historiens de la révolution qui distinguent un premier temps des révolutions, comme temps de l'incertain et l'utopie. Cette entrée dans l'incertitude impose la sortie des analyses en termes de causalisme structurel et se caractérise non comme on pourrait le penser, par un conflit de classes, mais tout au contraire par la mise en avant de propositions extrêmement générales, autour desquelles un large consensus peut se créer. Un large consensus qui comporte une part d'utopie, car à ces propositions générales des sens très différents ont pu être donnés par les différents acteurs. Le deuxième temps de la révolution, est donc au contraire le temps des promesses trahies. L'unanimité temporaire, spécifique du temps révolutionnaire, se dissout à l'approche du pouvoir, au moment où les positions doivent se spécifier. Si l'on préfère désormais parler de révoltes plutôt que de révolutions, les processus historiques ne sont pas achevés, ils s'écrivent au jour le jour, et on peut penser que les fabriques du politique spécifiques du premier temps des soulèvements arabes ne révéleront que sur le long terme ce qu'elles ont ensemencé.